

Il est urgent d'atterrir ! 18 associations demandent l'annulation de l'extension de Roissy face à l'urgence climatique



Crédit : Carlos Ayesta

Paris, le 06/12/19. Suite à la remise début octobre d'une lettre à destination d'Emmanuel Macron demandant l'annulation du projet de Terminal 4, extension de l'aéroport de Roissy, le préfet d'Ile-de-France a accepté de recevoir ce vendredi, des représentants des 18 associations signataires, en présence des préfets du Val d'Oise, de Seine et Marne, et de représentants d'ADP, de la DGAC et d'Air France. Ces associations de protection de l'environnement locales et nationales - dont Greenpeace, France Nature Environnement et les Amis de la Terre - ont à nouveau demandé l'annulation de ce projet d'infrastructure aéroportuaire, dont la construction débuterait en 2021, qui coûterait entre 7 et 9 milliards d'euros et pourrait accueillir jusqu'à 40 millions de passagers supplémentaires par an dès 2037, soit une augmentation du trafic de près de 40%.

Selon les associations, **le trafic aérien généré par le Terminal 4 provoquerait l'émission de 15 millions de tonnes équivalent CO₂ supplémentaires par an**. Or, pour atteindre l'objectif de neutralité carbone que s'est fixé le pays, il ne faudra pas émettre plus de 230 millions de tonnes équivalent CO₂ en 2037¹. A cette date, le trafic lié au Terminal 4 représenterait donc à lui seul 7 % des émissions autorisées pour la France, et le trafic total de Roissy environ 20 %.

Le groupe ADP, la DGAC et Air France n'apportent aujourd'hui pas de réponses à la hauteur de l'enjeu climatique, et de nature à compenser la croissance du trafic aérien qui serait consécutive à l'ouverture de ce nouveau terminal. *“L'Etat doit se prononcer sur ce grand projet inutile et climaticide, qui équivaut à construire un nouvel aéroport en région parisienne. Car en termes de trafic, c'est comme si l'on ajoutait un nouvel “Orly” à Roissy”,* détaille Françoise Brochot, présidente de l'Advocnar, association de défense contre les nuisances aériennes. *“Ce projet ferait exploser le trafic aérien. Or nous savons qu'il n'existe aucune option concrète pour une aviation verte dans les prochaines décennies, que le recours aux agrocarburants ne fait qu'amplifier la déforestation, et que la compensation carbone, très contestée aujourd'hui, n'est pas une solution”,* souligne Audrey Boehly, membre du collectif citoyen Non au T4. *“De plus, la croissance du trafic aérien n'est pas inéluctable”,* ajoute Nicolas Forien, membre de l'association Oui au train de nuit. *“Un plan d'investissement de grande ampleur dans le réseau ferroviaire, comme celui poussé par le gouvernement allemand, permettrait notamment d'offrir une alternative pour les trajets intra-européens”.*

Les associations demandent à rencontrer M. Macron ainsi que Mme la ministre Elisabeth Borne. *“Alors que la COP25 vient de s'ouvrir, il est urgent de repenser la politique de transport de la France car la construction de cette extension aéroportuaire serait contradictoire avec nos engagements climatiques”,* estime Eric Lombard du réseau international d'associations Stay Grounded. *“Nous demandons au président de la République de mettre en cohérence les mots et les actes, comme il l'a fait projet de centre commercial Europacity”* souligne Chloé Gerbier de l'association Notre affaire à Tous. *“Au nom de l'urgence climatique, nous réclamons l'abandon du Terminal 4, extension surdimensionnée, coûteuse et inutile de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle”,* résume Michel Dubromel, Président de France Nature Environnement.

Associations signataires : Collectif Non au T4, Advocnar, Stay Grounded, Réseau Action Climat, Notre affaire à tous, Amis de la Terre, Greenpeace, Fnaut, UFCNA, Alternatiba ANV-COP21 Paris, Youth for climate IDF, FNE, FNE IDF, Oui au train de nuit, MNLE, collectif pour le triangle de Gonesse, Alofa Tuvalu, TaCa Agir pour le climat.

CONTACTS PRESSE :

Elodie Nace pour Alternatiba Paris : 06 80 16 28 97

Audrey Boehly pour le collectif Non au T4 : 06 77 81 49 40

Françoise Brochot pour l'Advocnar : 06 79 51 25 60

Chloé Gerbier pour Notre Affaire à Tous et SuperLocal: 06 46 43 55 09

Catherine Hurtut pour France Nature Environnement : 01 44 08 02 54

Thierry Hubert pour France Nature Environnement IDF : 06 33 69 13 40

¹ Dernière version du projet de stratégie nationale bas carbone de la France